

≧ Éducation Prioritaire : Beaucoup d'établissements en grève après de si belles annonces

Le ministre a annoncé son plan pour l'éducation le jeudi 16 janvier. De bien belles annonces reprises en chœur dans les médias. Les collègues ont même pu y croire l'espace d'un instant !

Du temps de concertation pour tous, on double les primes ! Certes, mais entre temps les promesses... ont croisé les DHG. Malheureusement donc pour le ministre, les collègues les ont regardées. Dans le 92, c'est la fin des seuils ZEP pour les effectifs. À Paris, 10 h en moins en moyenne dans tous les collèges. Dans le 93, des DHG qui ne suffisent même pas à absorber la montée des effectifs. Pour l'ouverture d'une division de 4^{ème}, on reçoit 17 h, mais pour la fermeture d'une division, on perd 28 h. Habile tour de passe-passe !

Malgré les bonnes intentions affichées, on constate que c'est la fin des moyens supplémentaires pour les collèges en ZEP qui ne seront pas dans les fameux REP+, soit les $\frac{3}{4}$ des établissements ! Exemples : dans le 93, REP+ concernera 6 établissements sur les 57 de l'éducation prioritaire ; dans le 92, les moyens dans ces REP+ ne semblent pas être épargnés. Le ministère se garde bien de retirer le label aux établissements mais ne se prive pas de retirer les moyens. Les mesures pour les REP+ sont financées avec les moyens qui restaient dans les établissements de l'éducation prioritaire et dans le reste des collèges.

C'est pourquoi de nombreux collègues se retrouvent devant les DSDEN, les rectorats pour exiger les moyens pour fonctionner.

Avec l'éducation prioritaire nouvelle formule, on est loin de la philosophie initiale : *"Donner plus à ceux qui en ont le plus besoin"*.

➔ Dans le 92 et le 93, une nouvelle journée de grève est prévue le **jeudi 13 mars**.

≧ Comment sortir de ce grand n'importe quoi ?

Au moment où François Hollande tourne résolument le dos au programme du Conseil National de la Résistance en gratifiant le patronat d'un cadeau de 30 milliards sous forme d'exonération des cotisations dues pour la branche famille de la Sécurité sociale, on voit que partout le vernis craque !

Nous avons besoin d'un autre choix politique qui ne se contente pas d'effet d'annonces et redonne vraiment à l'École les moyens dont elle a besoin.

Cessons de nous faire étrangler par le coût du capital et le dogme de la réduction de la dette, exigeons un collectif budgétaire qui donne d'urgence les possibilités de mettre en œuvre une politique éducative ambitieuse sur l'ensemble du territoire.

La CGT, la FSU, Solidaire et FO appellent à la grève le mardi 18 mars pour les salaires, l'emploi et la protection sociale.

≧ Report des programmes en collège

La question des programmes est loin d'être neutre, que ce soit dans les contenus, leur faisabilité,... Le calendrier d'élaboration des nouveaux programmes ne déroge pas à la règle.

Si la CGT Éduc'action peut se réjouir du report afin de laisser plus de temps à la consultation des enseignant-e-s, elle continue de manifester son désaccord sur les orientations prises.

Le socle commun resterait la base de la scolarité au collège.

Un toilettage esthétique est prévu pour mai 2014.

Le fait de vouloir envisager les programmes sous une forme curriculaire visant à mettre en avant des compétences, ne peut que rencontrer notre opposition puisque nous continuons de contester le maintien d'un socle commun et ce, même, si l'on y a accolé le terme de culture. Au contraire, nous revendiquons la construction d'une culture commune de haut niveau.

Plutôt que d'organiser la sélection dès le collège, nous proposons de prendre comme modèle l'élève qui n'a que l'école pour apprendre pour lutter contre l'échec scolaire.

Ce n'est pas en remplaçant les programmes par une liste d'objectifs et de compétences qu'on luttera contre les difficultés scolaires.